



Direction de la Police Municipale et de la Prévention
Sous-direction des Ressources

Affaire suivie par : Madame Pascale Sinou-Bénard
Pascale.Sinou-Benard@paris.fr

Paris, Le 22.10.2026

Objet : Lettre de consultation

Référence : Consultation n°2601199 – Accord-cadre à bons de commande relatif à des prestations de formation et d'accompagnement des intervenants sociaux en commissariat.

Madame, Monsieur,

J'ai le plaisir de vous adresser le dossier de consultation relatif à un marché portant sur des prestations de formation et d'accompagnement des intervenants sociaux en commissariat.

La présente lettre de consultation est accompagnée des pièces suivantes :

- *Le Cahier des Clauses Particulières - Acte d'engagement (CCP-AE) ;*
- *Le bordereau des prix unitaires (BPU), annexe 1 au CCP-AE ;*
- *Les préconisations des intervenants sociaux en commissariat relatives à la mise en œuvre du groupe d'analyse des pratiques professionnelles, annexe 2 au CCP-AE.*
- *Le cadre de mémoire technique.*

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable depuis <https://marches.maximilien.fr/entreprise>

1/ REMISE DES PLIS

Vous trouverez ci-après les informations vous permettant de remettre votre offre.

L'offre ainsi présentée a un délai de validité de 6 mois à compter de la date limite de remise des plis.

Date limite de remise des plis : mercredi 25 novembre 2026, à 12h00.

Conformément l'article R2132-7 du Code de la commande publique, il est attendu une réponse par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante :

<https://www.marches.maximilien.fr>

Aucun envoi par courrier ou par email ne sera accepté.

2/ DOCUMENTS EXIGES

- 1) Le CCP-AE, complété et signé, sans aucune autre modification ;
- 2) L'onglet « BPU » du bordereau des prix unitaires ;
- 3) Le mémoire technique ;
- 4) Des renseignements concernant les capacités financières, techniques et professionnelles du candidat individuel ou de chacun des membres du groupement le cas échéant:
 - Le chiffre d'affaires HT des 3 derniers exercices comptables ;
 - Les effectifs des 3 derniers exercices comptables ;
 - Une liste des principaux services fournis au cours des 3 derniers exercices comptables, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- 5) Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusions mentionnés dans le Code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies dans le Code du travail.
- 6) Un RIB.

Les attestations fiscales et sociales seront demandées à l'attributaire du marché qui devra les remettre à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

3/ CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

- **Critère prix : 50 %**

L'appréciation de ce critère est réalisée au regard des données de l'onglet « DQE » du bordereau des prix, qui se remplit automatiquement en fonction des données saisies par le candidat dans l'onglet « BPU ». Seul ce dernier onglet a valeur contractuelle.

- **Critère technique : 50 %**

L'appréciation de ce critère est réalisée au regard des éléments renseignés par le candidat dans le mémoire technique.

- Sous critère 1: Compétences et expériences des formateurs dédiés (60 %)
- Sous-critère 2: Méthodologie proposée pour la réalisation des prestations d'accompagnement et de formation (40 %)

4/ NEGOCIATION

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché public suite à une phase de négociations, engagées avec tous les soumissionnaires ayant déposé une offre appropriée. Seules les offres inappropriées au sens de l'article R2152-1 du Code de la commande publique seront écartées de la négociation.

Dans l'hypothèse où des offres seraient irrégulières ou inacceptables, celle-ci peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

A l'issue de la négociation, seules les offres régulières et acceptables seront notées et classées.

Les négociations pourront se dérouler en plusieurs étapes et prendront la forme d'échanges transmis électroniquement via la messagerie Maximilien. Les nouvelles offres éventuellement remises en cours de négociation par les soumissionnaires ont valeur contractuelle. À l'issue de la négociation, les modifications seront formalisées dans un nouveau CCP-AE et ses annexes éventuelles.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur décide de ne pas engager de négociations, seront admises à l'analyse les offres régulières, appropriées et acceptables. L'acheteur pourra toutefois autoriser tous les soumissionnaires dont l'offre est irrégulière à régulariser leur offre dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation ne pourra pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

5/ RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des demandes de renseignements complémentaires peuvent être adressées au représentant du pouvoir adjudicateur au plus tard **6 (SIX) jours** calendaires avant la date limite de remise des offres, sur la plateforme <https://marches.maximilien.fr>.

6/ LANGUE

Les questions et demandes de renseignement complémentaires sont adressées en langue française. Tous les documents, pièces et attestations transmis sont établis en langue française.

A défaut, ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Olivier LE CAMUS
Sous-directeur des ressources